

DU CANTONNEMENT AU CONFINEMENT : DU « VIVRE ENSEMBLE » AU « VIVRE AVEC »
J. PASSA

Nous voilà face à nous-mêmes. Doit-on changer ? Peut-on changer ? Y-a-t-il un après covid-19 ? Et c'est quoi cet *après* ? Et si l'*après* est si angoissant, qu'est-ce que l'*avant* avait de si rassurant ? Notre pays avant le coronavirus-covid-19 était déjà angoissant. Peut-être pas pour tous, et tout dépendait de la lecture que nous nous faisons de notre pays. Tout dépendait si nous faisons partie des nantis ou des démunis. Mais il faut changer. Nous avons le devoir de changer. Mais que doit-on changer, pour que cette crise sanitaire nous soit salutaire. Le changement est souvent invoqué comme un évidence, pour tourner une page, fermer un livre, ou tout simplement pour reconstruire. Mais le changement est un engagement. L'engagement de reconnaître qu'un système a atteint ses limites, et qu'il est temps d'imaginer, de créer, de construire autre chose. Notre pays s'est bâti sur le refus du changement. Conservatisme éclairé ? Quel que soit la nature du changement, notre pays s'est forgé une capacité à esquiver, à combattre, à éviter tout idée de changement, de transformation. Fuir ? Quel que soit le degré du changement, les freins sont nombreux. Tout se passe comme si « changer » serait une trahison.

Bien souvent, dans notre pays, on a la facilité d'associer « changement » à « perte ». Combien est-ce que je vais perdre si je dois changer ? Comment vais-je continuer à vivre si je dois renoncer à mes acquis, mes avantages, mes privilèges ? Changer c'est perdre. Cette construction du changement comme le signe de la perte des avantages conditionne bien souvent son engagement ou plutôt son désengagement. A peine le mot « changer » est prononcé, que le mot « perte » arrive aussitôt, comme une ritournelle génétiquement inscrit dans les êtres. C'est la logique d'une pensée, d'une mentalité, née avec la vieille politique de cantonnement qu'on n'a jamais cessé de recycler, d'accords en désaccords politiques. Cette idée que le changement engage forcément une perte, constitue en effet le socle d'un rapport de force permanent entre les gens vivant dans ce pays. Le changement signifie la dépossession. Car la dépossession constitue l'autre définition de la perte. Et, la dépossession, ou le « *sentiment de dépossession* », est omniprésente dans tous les groupes sociaux de ce pays. Chacun, à son niveau, revendique, légitimement ou non, être une victime de la dépossession. L'après covid-19 doit reformuler la notion de perte et la notion de dépossession, pour envisager le « *vivre avec* » et moins le « *vivre ensemble* ». Le refus d'un changement de paradigme ou autre, conforte la dépendance dans tous ces états et dans toutes ces formes.

Le changement n'est ni une perte ni une dépossession. Le changement est un gain, une chance pour ajuster, améliorer, ou se réinterroger sur nos actions. Un changement de paradigme politique, social et économique s'inscrit dans une rupture. La rupture ne signifie pas de jeter tous les atours, les attributs, les pratiques du temps d'avant, mais de redéfinir les sens (la direction et la signification). Il s'agit d'une rupture sur ce qui a perverti les rapports sociaux, et les modalités du « *vivre avec* ». L'*après* covid-19 doit redéfinir les équilibres, de permettre aux « petits » de bénéficier en premier des mesures d'aides et d'accompagnement, puisque ce sont eux les premières victimes de la crise. Le changement est vital pour notre pays et il passe par cette rupture. Chaque pays dans le monde mesure son degré de dépendance. Cette dépendance a souvent été inscrite sur la philosophie libérale du « gagnant-gagnant », or le covid-19 révèle le véritable nature de la relation ; il y a toujours un perdant et, toujours un gagnant. Dans notre pays,

la dépendance était l'argument pour combattre l'indépendance. Mais le contraire de la dépendance n'est pas l'indépendance, mais l'interdépendance, comme l'a dit J-M Tjibaou. Nous sommes face à cette question fondamentale sur notre devenir commun. Repenser les interdépendances doit être le crédo de notre société. Et les interdépendances commencent d'abord chez nous, dans notre pays.

Il ne s'agit plus de savoir si le contrat politique censé décliné le « vivre ensemble » était sociétal au sens politique ou sociétal au sens économique. Il s'agit de profiter de la sortie progressive du confinement pour sortir une bonne fois pour toutes du cantonnement. Il ne s'agit plus de chercher les raisons ou les causes de ce que nous sommes devenus. Nous sommes. Le contrat social issu des Accords politiques les plus récents a posé l'économie comme la *pierre angulaire* . Les accords tacites entre les acteurs ont été scellés sous le sceau de l'intérêt personnel/individuel au détriment de l'intérêt général. L'intérêt général serait-il un « gros mot » dans notre pays ? Il n'est pas porteur de sens. Il est connoté négativement comme un frein à la communauté de destin. Un frein à la libre entreprise. Toujours cette emprise mentale du cantonnement. La pandémie « coronavirus-covid-19 » dévoile ouvertement les failles, les fractures, et les frontières, qui caractérisent notre société. La situation actuelle révèle notre vrai visage sans le maquillage du « rééquilibrage ». L'économie de comptoir continue d'exister comme une marque indélébile, mettant la dépendance au « *centre du dispositif* ». Ce serait-ce notre code génétique?

Cette pandémie révèle notre réalité. Celle d'une société segmentée, fracturée. Segmentation « *ethnique* ». Segmentation sociale. Segmentation familiale. Segmentation tribale. Segmentation clanique. Segmentation urbaine.... Avec les cantonnements qui en résultent. Les élans de solidarité, qui ont envahis les réseaux sociaux comme dans la presse, cachent mal les stigmates de la précarité dans notre pays. Nous nous vantons de notre richesse face aux autres îles dans le Pacifique, pour se mentir à nous-même. Mais, le clivage riches/pauvres dans notre pays est une réalité tout aussi patente, tangible, avec une dimension pathologique. Et ce clivage ne cesse de progresser. Les élans de solidarité sont les régulateurs sociaux, par défaut, pour éviter l'implosion d'un système et l'explosion de la société. La solidarité se résume à faire sa *b-a* de la journée ; or la solidarité n'est pas une *b-a* . La solidarité est avant tout un principe de société. Aujourd'hui dans notre pays, la paix sociale relève du champ économique et non pas du champ politique. La solidarité devient une démarche individuelle plus que collective. De plus, nous avons l'art et la manière de nous déresponsabiliser pour ne jamais regarder notre part dans cet effondrement.

En faisant de l'économie le garde-fou des dérives « nationalistes », le choix a été fait de ne rien changer. Car le paradoxe des contrats sociaux ou politiques est d'avoir voulu faire de l'inégalité sociale comme la principale cause d'une revendication politique, or l'inégalité sociale est juste un révélateur. Ce ne sont pas les inégalités économiques et politiques le nœud du problème, ce sont les injustices, à commencer par l'injustice du cantonnement. Le déni de l'altérité. Et, les idéologies veulent continuer à nous faire croire qu'on peut faire une société sans réparer les injustices et, en maintenant les clivages En posant l'économie comme l'axe principal dans la résolution des conflits, la compromission a fait une manière d'assurer la pérennité d'un système générateur de dysfonctionnement. L'économie se voit affubler d'un paletot de régulateur sociétal. Mais l'économie

calédonienne est loin d'être un outil de régulation sociétale. (Comme si l'économie pouvait à elle seule, faire société).

Le système économique tel qu'il est dans notre pays est générateur d'injustice d'abord, et d'inégalité ensuite. Car la doctrine du rééquilibrage a été détournée dès l'origine pour maintenir des privilèges, et des passe-droits. Ce système a la capacité de faire croire que tout le monde peut être riche, et qu'il suffit de travailler : une version calédonienne du rêve américain. Ainsi, par exemple nous avons « encouragé » les faux-patentés. Ceux là-même qui sont ou seront en grande difficulté dans la crise. Notre pays est un terreau favorable au conservatisme, incapable de penser l'altérité. Chaque groupe social est enfermé dans un conservatisme, ou l'économie de rente est centrale dans les rapports sociaux. Nous savons que l'économie irrigue les relations sociales, et les liens sociaux, mais chez nous l'économie n'est pas *redistributive*. Cette non-redistribution participe à un fort sentiment d'insécurité. L'insécurité économique est la cause de nombreuses autres formes d'insécurité.

Cette pandémie montre que les dispositifs caritatifs se sont développés. Nous pouvons ainsi affirmer que la solidarité est vivante. Mais il serait un peu précipité de faire du triomphalisme. Les dispositifs caritatifs se sont développés là où le politique aurait dû assumer ses responsabilités. Il est possible de construire une politique sociale sans tomber dans l'assistanat, contrairement à ce que persistent à penser certains (ceux-là même qui refusent la redistribution). Le problème est que la charité et la bienfaisance favorisent le statut de consommateur, moins celui d'acteur, c'est-à-dire « *le droit d'avoir des droits* », pour parler comme Hannah Arendt. La substitution du politique par le caritatif est l'indicateur d'un système qui a fait de la solidarité un outil non seulement du capitalisme globalisé, mais aussi d'une segmentation qui perdure. Le capitalisme tel qu'il est pratiqué chez nous, mais pas que, est un capitalisme sans éthique. A nous de repenser une éthique de notre économie, au service de notre pays pour envisager ensemble un avenir commun.